

**AGENCE APAVE**

Amiens  
29 rue de la Croix de Pierre  
80084 AMIENS  
Tél. : 0322547380  
E-mail : amiens@apave.com

**CLIENT**

CENTRE HOSPITALIER  
33 RUE GAMBETTA  
80800 CORBIE



## RAPPORT DE VÉRIFICATION

### Certificat Q18

N° de rapport : A31945336-004-1 - Q18  
Date : 11/12/2025

Lieu d'intervention :  
CENTRE HOSPITALIER  
33 RUE GAMBETTA  
80800 CORBIE

Date(s) d'intervention :  
Du 18/03/2025 au 23/10/2025

Intervenant(s) :  
BRUNO JAKUBOWSKI



**SANS  
OBSERVATION  
AVEC RESERVE**

Ce rapport comporte 4 pages - Version modèle rapport Electricité\_Q18\_6.22.1

Domaine 18	Installations électriques	Q18
COMPTE RENDU DE VERIFICATION PERIODIQUE		

**Organisme**

Nous soussignés organisme de vérification d'installations électriques autorisé\* par CNPP sous le n° **140/18**

Nom (ou raison sociale) : **APAVE SA**

☒ Immeuble Canopy - 6 rue du Général Audran  
CS 60123 - 92412 COURBEVOIE Cedex

**Etablissement objet de la vérification**

Nom (ou raison sociale) **CENTRE HOSPITALIER**

☒ 33 RUE GAMBETTA

Lieu d'intervention

80800 CORBIE

**CENTRE HOSPITALIER**

☒ 33 RUE GAMBETTA

80800 CORBIE

Nature de l'activité Activités hospitalières

Lorsqu'il y a plusieurs bâtiments, préciser la référence du ou des bâtiments concernés : Sans objet

Nous déclarons avoir reçu de l'exploitant ou de son représentant :

- la désignation des locaux à risque d'incendie par l'exploitant (par défaut, l'organisme se réfère au guide UTE C 15103) : Oui ☒ Non ☐
- le document relatif à la protection contre les explosions fourni par l'exploitant : Oui ☐ Non ☒ Sans objet ☐

**Vérification des installations électriques réalisée**

Nous déclarons avoir procédé le 23/10/2025 à une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18.

La vérification a consisté en :

- ☐ Une vérification complète des installations électriques de l'établissement
- ☒ Une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous

- Les effets personnels des résidents (ex: lampes de chevet, réfrigérateurs, etc..) sont exclus de notre vérification.

-Bien que prévu au contrat, le rapport de visite initiale ou dernier quadriennal, et le rapport de vérification périodique postérieur ne nous ont pas été transmis ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission. En l'absence de ces éléments, notre vérification n'a porté que sur le maintien en état et non sur la conception. Nous fournir les éléments manquants. A défaut, nous sommes à votre disposition pour réaliser une Visite Périodique Conduite comme une Initiale (VPCI)

-Bien que prévu au contrat, toutes les pièces du dossier technique ne nous ont pas été communiquées, ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission. Nous communiquer les éléments manquants, à défaut nous sommes à disposition pour les établir.

Une coupure totale a été autorisée par l'exploitant Oui ☐ Non ☒

Type de vérification :

- ☐ Première vérification effectuée par l'organisme
- ☒ Vérification périodique annuelle

Date de la précédente visite : **30/10/2024**

**Conclusion**

Nous déclarons que l'installation électrique

- ☐ peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion
- ☒ ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion

La vérification a été effectuée

par **M. BRUNO JAKUBOWSKI**

en présence de : M. Noah LANGLET, Electricien

A Amiens, le 23/10/2025



\* Autorisation délivrée par CNPP Cert, organisme certificateur reconnu par les professionnels de la sécurité et de l'assurance  
Route de la Chapelle Réanville CS 22265 F27950 Saint-Michel [www.cnpp.com](http://www.cnpp.com)

Constatations <sup>1</sup>	NV SO	Absence de danger constaté	Danger signalé pour la 1ère fois <sup>2</sup>	Danger déjà signalé
1 Présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique		✓		
2 Absence de moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT)	SO			
3 Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités		✓		
4 Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel	NV			
5 Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques		✓		
6 Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion	SO			
7 Défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion	SO			
8. Existence de locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes : - Présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement - Protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA	SO			
<b>sans objet</b>				
<sup>1</sup> Indiquer à l'aide d'une croix dans les colonnes de droite s'il y a ou non constat de danger. La mention SO signifie "Sans Objet". La mention NV signifie "Non Vérifié" et doit être motivée: vérification partielle et/ou coupure totale non autorisée. <sup>2</sup> Dans le cas d'une première vérification réalisée par l'organisme, les constats de danger sont mentionnés dans cette colonne.				
<b>Événements déclarés depuis la vérification précédente</b> <u>Modification de l'installation</u> Pas de modification notable  <u>Incidents</u> Pas d'incident notable  <u>Dispositions pour améliorer les conditions de sécurité</u> Néant				

**Points de non-conformité ou anomalies constatées et préconisations associées**

Rappeler le cas échéant, la date à laquelle ils ont été signalés pour la première fois

**Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification et ce, dans le périmètre des limites d'intervention.**

**Commentaires**

Q19 Délivré : Oui ☐ Non ☒

Présence de procédés photo-voltaïques : Oui ☐ Non ☒

Schéma de liaison à la terre de l'installation électrique (BT) : **IT-AN**

Ce compte rendu doit être transmis dans un délai de 5 semaines à l'exploitant en 2 exemplaires, l'un destiné à son assureur, l'autre conservé par lui sur le site où la vérification a été effectuée. Ce délai peut être porté à 2 mois lorsque l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.